

**Quatrième Conférence des Hautes Parties
contractantes chargée de l'examen de
la Convention sur l'interdiction ou la limitation
de l'emploi de certaines armes classiques
qui peuvent être considérées comme
produisant des effets traumatiques excessifs
ou comme frappant sans discrimination**

27 février 2012
Français
Original: anglais

Genève, 14-25 novembre 2011

Compte rendu analytique de la 2^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le lundi 14 novembre 2011, à 15 heures

Président: M. Ganev(Bulgarie)

Sommaire

Échange de vues général (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la Conférence seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 15 h 15.

Échange de vues général (suite)

1. **M. Sougouri** (Burkina Faso) dit que l'utilisation d'armes classiques interdites par la Convention constitue un danger certain pour la consolidation de fragiles processus de démocratisation, de bonne gouvernance et d'enracinement de l'État de droit. L'emploi de ces armes par les acteurs non étatiques s'est avéré l'un des principaux obstacles au développement et au succès de stratégies de coopération internationale. Le Burkina Faso est fortement concerné par la lutte contre la prolifération de ces armes, eu égard à son attachement à la paix des États. La délégation burkinabè souligne l'importance de parvenir à l'adhésion universelle à la Convention et demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'y devenir partie. Le Burkina Faso se réjouit de la mise en œuvre du Programme de parrainage et souhaite qu'il soit renforcé. Il est aussi partie à la Convention sur les armes à sous-munitions, et prend des mesures pour en appliquer les dispositions.
2. **M. Peláez** (Argentine) dit qu'il est regrettable qu'à sa toute récente réunion tenue en août 2011, le Groupe d'experts gouvernementaux n'ait pu aboutir à un résultat définitif sur la question des armes à sous-munitions de façon à permettre l'adoption d'un protocole correspondant relevant de la Convention sur certaines armes classiques. M. Peláez ne doute pas que la version la plus récente du projet soumise par le Président du Groupe d'experts sera, après avoir été retravaillée par la Conférence, de nature à aboutir à un tel instrument.
3. Le Gouvernement argentin juge nécessaire un tel protocole même si l'Argentine n'a ni produit ni transféré d'armes à sous-munitions, n'en a jamais utilisées et a détruit ses stocks existants. Un régime international juridiquement contraignant s'impose pour que les principaux utilisateurs et producteurs d'armes à sous-munitions s'engagent à réglementer et interdire ces armes. Il n'est ni satisfaisant ni approprié de livrer aux politiques nationales des questions d'une telle importance sur le plan humanitaire.
4. Le représentant de l'Argentine espère que les délégations qui sont encore disposées à examiner de nouvelles propositions continueront de faire preuve de souplesse et accepteront une formulation reposant sur des compromis, qui tienne compte des préoccupations nationales en matière de sécurité. Un nouveau protocole pourra avoir des effets positifs concrets immédiats.
5. S'il peut s'avérer nécessaire de mettre au point de nouveaux instruments pour parer aux conséquences humanitaires de l'utilisation de certains types d'armes classiques, il faut également continuer de renforcer la mise en œuvre des Protocoles existants relevant de la Convention, que l'Argentine a tous ratifiés. L'orateur espère que l'universalisation de la Convention et des Protocoles y annexés pourra progresser sans que les États émettent de réserves liées à la sécurité qui seraient en conflit avec les principes et objectifs humanitaires des instruments.
6. S'agissant des mines autres que les mines antipersonnel, le Gouvernement argentin considère que le Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (Protocole II modifié) n'apporte pas la réponse voulue aux problèmes humanitaires résultant de l'utilisation de ces armes. Il est donc disposé à appuyer les propositions tendant à ranimer le débat sur la question, dans la perspective de l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant sur l'emploi, la production et le transfert de mines autres que les mines antipersonnel.
7. La Conférence offre l'occasion de réfléchir à l'avenir de la Convention. Il est temps d'honorer les engagements pris en 1980 et de reconnaître le rôle du multilatéralisme en tant qu'outil efficace de négociation sur des instruments se rapportant aux armes classiques.

8. **M. Gil Catalina** (Espagne), se référant au mécanisme d'examen du respect des dispositions de la Convention, dit que le Gouvernement espagnol est favorable à la rationalisation du système de présentation de rapports. Pour ce qui est de l'universalisation de la Convention et des Protocoles y annexés, si des progrès ont été enregistrés, le rythme des adhésions est moins soutenu que pour les autres instruments multilatéraux. Les États et les régions doivent donc redoubler d'efforts. Il est également nécessaire de réaffirmer l'engagement pris dans le Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention, adopté à la troisième Conférence d'examen, et de porter une plus grande attention aux pays particulièrement exposés à des tensions pouvant déboucher sur un conflit armé.

9. Si les activités intersessions entreprises sont révélatrices de la vitalité de la Convention, dans le contexte économique du moment il est recommandé de revoir le programme de travail et de mieux rentabiliser le temps de réunion.

10. En ce qui concerne le projet de protocole sur les armes à sous-munitions, les positions des Hautes Parties contractantes semblent pouvoir être regroupées en deux grandes catégories: celles qui semblent satisfaites du texte soumis par le Président du Groupe d'experts gouvernementaux, et celles auxquelles ce texte déplaît manifestement parce qu'elles le jugent inapproprié ou souhaiteraient qu'il soit formulé différemment. Dans la poursuite du débat, il est essentiel d'être guidés par le droit international humanitaire, le droit international général et le bon sens commun. Il est capital également de supprimer toute ambiguïté, toute zone d'ombre et toute inégalité de traitement. Pour le Gouvernement espagnol, si le projet soumis par le Président constitue un pas dans la bonne direction, il reste encore beaucoup à faire. L'autre projet de protocole soumis parallèlement par l'Autriche, le Mexique et la Norvège lors de la dernière réunion du Groupe d'experts gouvernementaux (CCW/GGE/2011-III/WP.1/Rev.1) s'approche davantage de la position de l'Espagne.

11. À cet égard, la délégation espagnole souhaite réaffirmer l'engagement résolu du Gouvernement espagnol en faveur de la Convention sur les armes à sous-munitions (Convention d'Oslo). Au prix d'un sacrifice considérable sur le plan économique, l'Espagne a cessé de fabriquer et de vendre de telles munitions, et elle a détruit les stocks conservés par ses Forces armées. Avec le Mexique, elle dirige le Groupe de travail sur la coopération et l'assistance, relevant de la Convention sur les armes à sous-munitions, qui présentera ses conclusions à la troisième Assemblée des États parties, prévu en 2012 à Oslo.

12. **M. Garcia** (Philippines) dit que les dispositifs explosifs improvisés, les restes explosifs de guerre et autres munitions non explosées restent une menace pour la sûreté et le bien-être des populations civiles et militaires dans son pays. Les dispositifs explosifs improvisés en particulier sont beaucoup employés par les groupes terroristes actifs aux Philippines. L'orateur salue l'aide apportée par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique pour éliminer les restes explosifs datant pour la plupart de la Deuxième Guerre mondiale.

13. Toute l'importance voulue doit être accordée à l'assistance aux victimes. À cet égard, M. Garcia appelle l'attention sur les résultats de la deuxième Conférence ministérielle d'examen de la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement, tenue à Genève en 2011, s'agissant en particulier de l'impact des armes classiques inhumaines sur le développement socioéconomique.

14. En ce qui concerne la diffusion de l'information sur la Convention sur certaines armes classiques auprès du personnel militaire, les Forces armées philippines ont mené des formations régulières sur l'élimination des munitions explosives et les questions connexes. Les Philippines disposent d'un centre de contrôle des munitions, et des équipes d'inspection

et d'élimination interviennent sur l'ensemble du territoire. Une formation est également dispensée aux employés du secteur privé, par exemple au personnel des agences de sécurité.

15. **M^{me} Ciobanu** (Roumanie) dit que le Gouvernement roumain se félicite de tous mécanismes propres à renforcer le respect des dispositions de la Convention et des Protocoles y annexés, autant d'instruments que la Roumanie a ratifiés. Le Protocole sur les restes explosifs de guerre (Protocole V) est un instrument complet et applicable, qui répond de façon équilibrée aux préoccupations militaires et humanitaires. Le Protocole II modifié complète la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (Convention d'Ottawa), et son importance a été reconnue par la communauté internationale. Une solution convenable doit également être trouvée aux préoccupations humanitaires que soulève l'emploi de mines autres que les mines antipersonnel.

16. Les grandes questions à examiner à la Conférence sont liées aux armes à sous-munitions. Pour que les retombées humanitaires soient importantes, il faut que le texte retenu, quel qu'il soit, bénéficie du soutien des principaux pays qui produisent, utilisent et stockent des armes à sous-munitions, et qu'il respecte l'obligation d'équilibrer les considérations militaires et humanitaires. La Roumanie continue d'appuyer l'adoption d'un protocole sur les armes à sous-munitions relevant de la Convention sur certaines armes classiques et considère le texte proposé par le Président du Groupe d'experts gouvernementaux comme un point de départ réaliste.

17. **M^{me} Adnin** (Observatrice de la Malaisie) dit que son gouvernement espère qu'il sera possible de parvenir à un consensus sur le texte du projet de protocole sur les armes à sous-munitions. Il procède actuellement à une étude approfondie de la Convention et des Protocoles y annexés en vue de l'accession de la Malaisie à ces instruments dans un proche avenir.

18. **M. Wu** Haitao (Chine) souligne les progrès accomplis en matière de maîtrise des armes classiques dans le cadre de la Convention. Il dit que son pays, en tant que partie à la Convention et à l'ensemble des Protocoles y annexés, participe activement à la coopération internationale au titre de la Convention.

19. Depuis 1998, la Chine a fourni une assistance au déminage humanitaire à près de 40 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, ainsi qu'une assistance aux victimes dans les pays touchés par les mines. Elle est disposée à poursuivre sa coopération avec la communauté internationale.

20. Un nouveau protocole sur les armes à sous-munitions jouera un rôle important en répondant aux préoccupations humanitaires que soulève l'emploi de telles armes. Parallèlement, le pendant de ces préoccupations doit être les besoins militaires. Le représentant de la Chine invite toutes les Parties à faire preuve de la volonté politique voulue pour parvenir à un résultat pragmatique, équilibré et applicable.

21. Le Gouvernement chinois attache une grande importance aux préoccupations humanitaires que suscite l'utilisation de dispositifs explosifs improvisés par des acteurs non étatiques. Il est disposé à échanger avec d'autres Parties ses vues et son expérience dans ce domaine, et soutient le débat sur la question au titre du Protocole II modifié. La pleine application de ce Protocole et du Protocole V contribueront à régler le problème des dispositifs explosifs improvisés.

22. La gestion des engins explosifs à des fins civiles est importante également dans le traitement du problème des dispositifs explosifs improvisés. Le Gouvernement chinois a adopté une série de lois, de règlements et d'autres mesures tendant à réglementer la production, la vente, le transport et le stockage de ces engins.

23. **M^{me} Pillay** (Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme), s'exprimant au nom du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Programme des Nations Unies pour le développement, du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, du Fonds des Nations Unies pour la population, du Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays, de l'Organisation mondiale de la santé, du Service de la lutte antimines de l'ONU, d'ACT Alliance, d'All India Disaster Mitigation Institute, du Danish Demining Group, du Danish Refugee Council, de Handicap International, d'InterAction, du Jesuit Refugee Service, du Norwegian Refugee Council, de l'Office africain pour le développement et la coopération, et d'OXFAM (Royaume-Uni et Irlande), dit qu'elle salue les efforts déployés par les Parties pour remédier aux problèmes humanitaires associés aux armes à sous-munitions, mais que la Convention sur les armes à sous-munitions règle déjà ces problèmes en imposant une interdiction complète de l'utilisation, de la production et du stockage de ces armes. L'interdiction complète est le seul moyen viable d'épargner aux civils mais aussi aux opérations humanitaires et de développement, les effets durables des armes à sous-munitions, qui frappent sans discrimination.

24. L'adoption du projet de protocole sur les armes à sous-munitions, en l'état, engendrerait un nouvel instrument international affaibli par rapport aux normes déjà en place, créant ainsi un précédent gênant en droit international humanitaire. De plus, l'emploi de certaines armes à sous-munitions s'en trouverait facilité, ce qui exposerait les civils et mettrait en péril les personnels des opérations humanitaires et de développement. Les études ont montré que les arguments des fabricants quant à la fiabilité des armes, eu égard à leur aptitude à exploser au moment voulu ou à s'autodétruire, ne sont pas convaincants. Comme l'ont souligné à maintes reprises les organismes des Nations Unies au cours des négociations, les civils et les intervenants dans les opérations de déminage sont désormais plus exposés face aux sous-munitions non explosées et ultrasensibles en raison du perfectionnement accru des technologies employées. La Haut-Commissaire souhaite donc engager les États qui n'ont pas signé ou ratifié la Convention sur les armes à sous-munitions à le faire sans tarder.

25. Les Parties à la Convention sur certaines armes classiques doivent recentrer leurs efforts sur la question des mines autres que les mines antipersonnel et, en particulier, sur les mines antivéhicule. Les négociations sur un protocole visant de telles armes doivent reprendre, en s'attachant à faire en sorte que les mines aient une durée de vie courte et puissent être détectées.

26. **M. Woolcott** (Australie) engage vivement les États qui ne sont pas encore parties à la Convention à envisager de la ratifier ou d'y adhérer, et les États qui y sont déjà parties à notifier leur consentement à être lié par tous les Protocoles y annexés, comme l'Australie l'a elle-même fait. Si le nombre total actuel de 114 Hautes Parties contractantes à la Convention est un succès, l'accession d'un seul nouvel État depuis la Réunion de 2010 des Hautes Parties contractantes à la Convention montre que l'on peut intensifier considérablement les efforts tendant à l'universalisation de la Convention. Pour sa part, l'Australie a plaidé en faveur de la Convention et des Protocoles y annexés, en particulier dans la région de l'Asie et du Pacifique, et elle a versé régulièrement des contributions financières en faveur du Programme de parrainage, qu'elle considère comme un outil précieux au service de la progression des buts de la Convention, du renforcement de son universalité et de sa mise en œuvre effective.

27. Bien que le Gouvernement australien soutienne fermement la Convention sur les armes à sous-munitions et soit en bonne voie de la ratifier, il a conscience que certains pays ne sont pas en position de devenir partie à l'instrument. Sans protocole se rapportant à la Convention sur certaines armes classiques, le droit international n'offrira pas les restrictions

et interdictions voulues pour l'emploi des armes à sous-munitions par des États extérieurs au cadre de la Convention d'Oslo, et l'emploi quasiment sans entrave des armes à sous-munitions restera malheureusement de l'ordre du possible. La délégation australienne appuie donc la poursuite des négociations sur la base du texte soumis par le Président du Groupe d'experts gouvernementaux afin de trouver un terrain d'entente acceptable; le texte issu des négociations doit, toutefois, comporter une forte composante à dimension humanitaire. Un protocole rattaché à la Convention sur certaines armes classiques sera un tremplin vers une interdiction générale des armes à sous-munitions et, même s'il s'agit d'une mesure temporaire, il permettra d'associer des États d'une importance capitale à l'élaboration de normes minimales.

28. Il convient de se pencher sur les futurs travaux des Parties, en 2012 et au-delà. La Convention ne demeurera un instrument pertinent et solide de droit humanitaire et de limitation des armements qu'à condition d'être régulièrement renforcée. La Conférence doit donc envisager la possibilité de donner au Groupe d'experts gouvernementaux un mandat pour débattre des mines autres que les mines antipersonnel en 2012. La question n'a pas été véritablement abordée depuis cinq ans. Or, les 18 civils qui ont perdu la vie au Soudan du Sud lorsque le bus qui les transportait a heurté une mine antivéhicule, ou encore l'emploi par les troupes de l'ancien Président libyen Mouammar Kadhafi de ces mines pour semer la terreur parmi la population libyenne ont mis crûment en lumière la nécessité de contrer le risque posé par ces armes. Un échange de vues sincère serait également bienvenu sur la portée du Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires (Protocole III) et la possibilité de l'appliquer à d'autres armes ayant le même but et les mêmes effets.

29. **M. Kmentt** (Autriche) dit que le Gouvernement autrichien soutient pleinement l'intérêt porté au renforcement, à l'application et à l'universalisation de la Convention et des Protocoles y annexés. À cet égard, il apprécie les suggestions formulées en vue de renforcer et favoriser l'établissement de rapports au titre de la transparence et les travaux en cours sur un plan d'action accéléré visant à promouvoir l'universalité des instruments.

30. S'agissant du Protocole V, M. Kmentt dit que la communication d'informations de qualité et la mise en commun régulière de ces informations entre États sont capitales pour mettre en place une coopération et une assistance effectives au titre du Protocole. L'approche globale consacrée dans le Plan d'action sur l'assistance aux victimes sera décisive pour que les rescapés d'incidents impliquant des munitions non explosées ou des munitions explosives abandonnées bénéficient de tous leurs droits. Toutefois, de nouveaux efforts sont requis pour parvenir à la mise en œuvre effective du Plan d'action, notamment au renforcement de la soumission de rapports. En abordant l'assistance aux victimes sous l'angle des synergies et dans une optique concrète dans l'ensemble des différents instruments du droit international humanitaire, y compris en élargissant les dispositions pertinentes du Protocole V aux autres Protocoles se rapportant à la Convention, on faciliterait le respect des obligations dans ce domaine.

31. Le Gouvernement autrichien est foncièrement attaché à la Convention sur les armes à sous-munitions en tant que moyen de renforcer le droit international humanitaire. Il partage les préoccupations du Comité international de la Croix-Rouge, entre autres, sur les négociations qui se tiennent sur la question des armes à sous-munitions dans le cadre de la Convention sur certaines armes classiques. L'approche suivie dans l'élaboration du texte du Président est inappropriée, et les préoccupations de sa propre délégation, et d'autres, ont été littéralement ignorées. Le texte du Président légitimerait de grandes quantités d'armes à sous-munitions, dont on sait qu'elles causent toutes des problèmes humanitaires dramatiques. Le Gouvernement autrichien a également de graves réserves quant au précédent que créerait l'adoption d'un protocole venant affaiblir les normes internationales. Il est inconcevable que des États puissent parler de la Convention sur les armes à sous-

munitions comme représentant la norme par excellence tout en envisageant d'adopter un tel texte.

32. Pour garantir que le texte final complète la Convention sur les armes à sous-munitions et est compatible avec cet instrument, l'Autriche, le Mexique et la Norvège ont élaboré un autre projet de protocole. La délégation autrichienne est disposée à peaufiner cette nouvelle proposition, à remodeler entièrement le projet du Président ou à envisager toute autre démarche dont il a été fait part. Toutefois, elle est convaincue qu'il n'est possible de trouver un terrain d'entente qu'à condition d'être disposés à changer l'approche adoptée au sein du Groupe d'experts gouvernementaux.

33. **M^{gr} Tomasi** (Saint-Siège) salue les progrès marqués depuis la troisième Conférence d'examen, mais trouve regrettable qu'aucun accord n'ait pu être trouvé sur la question des mines autres que les mines antipersonnel. Parallèlement, il trouve encourageant que cette question figure encore à l'ordre du jour, la majorité des parties prenantes continuant de considérer ces armes comme une menace importante pour les civils.

34. Le Protocole III, sur les armes incendiaires, peut devoir être révisé de façon à tenir compte de l'évolution importante survenue depuis son adoption, et ainsi renforcer la protection des civils contre cette catégorie d'armes.

35. À la troisième Conférence d'examen, un document, que le Saint-Siège et d'autres partenaires avaient soumis, invitant à adopter un mandat de négociation d'un nouveau protocole sur les armes à sous-munitions, a été rejeté par un certain nombre de délégations. Par suite, le Saint-Siège a décidé de rechercher, en concertation avec d'autres États, une solution humanitaire satisfaisante en dehors du cadre de la Convention sur certaines armes classiques. La Convention sur les armes à sous-munitions qui en a résulté offre des solutions préventives et correctives et a contribué à endiguer l'escalade du nombre de victimes et de la contamination de zones par les armes à sous-munitions.

36. Toutefois, la délégation du Saint-Siège continue de soutenir l'action menée en vue de parvenir à un protocole sur les armes à sous-munitions, pour autant que le texte soit compatible avec l'esprit et la lettre de la Convention d'Oslo. Sous sa forme actuelle, malheureusement, le projet de protocole risque, s'il est adopté, d'affaiblir le droit international humanitaire déjà en place, créant ainsi un précédent inacceptable et trompant les aspirations des populations à réduire l'impact des conflits armés. Pour accomplir le but de la Convention sur certaines armes classiques, à savoir la protection des civils, il faut obtenir un consensus ferme. Des compromis léonins et inopérants priveraient simplement l'instrument de toute crédibilité. À cet égard, la délégation du Saint-Siège appuie entièrement la position du Comité international de la Croix-Rouge.

37. **M^{me} Jordán** (Cuba) dit qu'il est de plus en plus important de préserver le multilatéralisme dans les relations internationales, sur la base du respect strict des principes du droit international et de la Charte des Nations Unies. Dans le monde unipolaire actuel, l'hégémonie, l'unilatéralisme, l'interventionnisme ouvert ou larvé, l'insécurité, les efforts pour justifier l'emploi de la force à titre préventif, voire le recours à la guerre comme instrument de la politique étrangère, deviennent monnaie courante. De plus, en dépit d'une crise économique qui a frappé particulièrement durement les pays en développement, les dépenses militaires augmentent chaque année pour atteindre 1,63 milliard de dollars en 2010, dont la moitié ont été dépensés par un seul pays.

38. Le Gouvernement cubain attache une importance particulière à la Convention en raison de sa contribution à l'élaboration de normes de droit international humanitaire, et du fait également qu'elle préserve les intérêts de sécurité légitimes des Parties. Cuba a pris activement part aux travaux menés dans le cadre de la Convention et a respecté les obligations qu'elle avait contractées au titre de la Convention et des Protocoles y annexés

auxquels elle est Partie. Cuba envisage actuellement d'adhérer au Protocole relatif aux armes à laser aveuglantes (Protocole IV) et au Protocole V.

39. Le Mouvement des pays non alignés n'a cessé de rappeler le déséquilibre entre pays industrialisés et pays en développement en termes de production, de détention et de commerce d'armes classiques, soulignant la nécessité que les pays industrialisés procèdent à des réductions considérables aux fins de la préservation de la paix et de la sécurité mondiales et régionales. L'approche de la question dans les instances internationales a souvent été sélective et fondée sur le deux poids deux mesures, ces mêmes États qui prenaient fait et cause pour les restrictions sur certaines catégories d'armes classiques telles que les armes légères et de petit calibre se livrant à la fabrication d'armes classiques d'autres types, toujours plus perfectionnées et destructrices. Si le désarmement nucléaire doit toujours figurer en tête des priorités, la paix et la sécurité ne pourront être instaurées sans l'interdiction complète et l'élimination des armes classiques.

40. La délégation cubaine partage entièrement les préoccupations exprimées au sujet de l'emploi aveugle et irresponsable des mines autres que les mines antipersonnel. Toutes mesures visant à remédier à ce problème doivent, toutefois, prendre en compte le droit légitime des peuples de se défendre et de protéger leur territoire contre toute agression. Cuba subit continuellement depuis cinquante ans une politique d'agression de la part d'une superpuissance militaire et, par conséquent, conformément au droit de légitime défense reconnu dans la Charte des Nations Unies, ne peut renoncer à l'emploi de mines antipersonnel, et n'a pu par conséquent adhérer à la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel.

41. Les progrès techniques seuls ne sauraient résoudre les problèmes humanitaires associés aux armes à sous-munitions, et ces armes devraient donc faire l'objet d'une interdiction pure et simple. La représentante de Cuba salue les efforts déployés par le Groupe d'experts gouvernementaux au cours de la période 2008-2011 pour que, dans les débats complexes sur le projet de protocole sur les armes à sous-munitions, les divers intérêts en matière de sécurité soient pondérés par les préoccupations humanitaires; elle ajoute que les négociations à ce sujet doivent se poursuivre.

42. **M. Benevides** (Brésil) dit que si le Brésil a été à l'abri du fléau de la guerre, il n'en a jamais été pour autant indifférent aux souffrances engendrées par le pouvoir destructeur de la guerre. En tant que Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies, le Brésil considère le recours à la force comme étant légitime uniquement dans les circonstances prévues par la Charte des Nations Unies, et uniquement en dernier recours. Pour atténuer le plus possible les souffrances excessives causées par les hostilités militaires, les États doivent respecter pleinement les principes énoncés dans le droit international humanitaire. La Convention sur certaines armes classiques incarne les plus fondamentaux de ces principes, notamment celui de la protection de la population civile contre les conséquences des hostilités et l'idée que le droit des parties à un conflit armé de choisir les méthodes ou moyens de faire la guerre n'est pas sans limite.

43. Le Protocole V est entré en vigueur le 30 mai 2011 pour le Brésil. Une délégation a donc pu prendre part à la Conférence en qualité de Haute Partie contractante à la Convention et à tous les Protocoles y annexés.

44. La délégation brésilienne espère que la Conférence adoptera un protocole sur les armes à sous-munitions. Un tel résultat serait l'apogée de quatre années de négociations en vue d'élaborer un texte qui permette de remédier à l'impact humanitaire de ces armes. Le texte soumis par le Président est celui qui s'approche le plus du mandat affecté au Groupe d'experts gouvernementaux, dans le cadre duquel toute proposition de texte doit faire la part des préoccupations humanitaires et des considérations militaires. Le projet du Président risque certes de ne pas répondre aux aspirations et aux préoccupations de tous les États

engagés dans les négociations, mais il a certainement le pouvoir de faire la différence sur le terrain. La nouvelle proposition de protocole exige des principaux producteurs et utilisateurs d'armes à sous-munitions qu'ils assument un vaste éventail d'obligations relevant du droit international humanitaire. Il impose certaines interdictions d'application immédiate, en met en place d'autres importantes devant être respectées dans les douze années qui suivent, prescrit des normes plus strictes pour la production des armes visées par le texte, et élargit considérablement la prestation et la facilitation de l'assistance aux victimes. Un protocole reposant sur le projet soumis par le Président est préférable à l'absence totale d'obligations eu égard aux armes à sous-munitions, comme cela est le cas pour nombre d'États.

45. Bien qu'elle respecte les vues des Parties qui mettent en question l'impact humanitaire du projet de protocole, par rapport à la Convention sur les armes à sous-munitions par exemple, la délégation brésilienne estime que la force du multilatéralisme réside dans le fait qu'il amène des États ayant des points de vue divergents à négocier et à faire des compromis en vue de mettre en place des instruments véritablement universels.

46. Une autre tâche essentielle qui attend la Conférence est la question de l'universalisation. La délégation brésilienne se félicite de l'accession de 14 nouveaux États à la Convention sur certaines armes classiques depuis la troisième Conférence d'examen, résultat qui peut être attribué à l'impact du Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention. Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire, et l'universalisation doit demeurer prioritaire. Par conséquent, la délégation brésilienne soutient la recommandation tendant à inscrire l'universalisation comme point permanent de l'ordre du jour des réunions annuelles des Parties à la Convention.

47. **M^{me} Arana Vizcaya** (Nicaragua) dit qu'en ratifiant la Convention sur les armes à sous-munitions le Nicaragua s'est engagé à interdire et à éliminer ces armes qui constituent un danger pour la population et violent le droit international humanitaire. La délégation nicaraguayenne partage les craintes exprimées par d'autres États que le projet de protocole sur les armes à sous-munitions ne vise à réduire la portée des dispositions énoncées dans la Convention d'Oslo. Le nouveau texte proposé ne doit pas être en désaccord avec l'esprit de cette Convention, pas plus qu'il ne doit prescrire une interdiction seulement partielle des armes à sous-munitions ou mettre en place des dispositions incohérentes ou incompatibles avec le droit international humanitaire. En outre, il est inacceptable que le projet de protocole laisse l'assistance aux victimes à la discrétion des États.

48. La représentante du Nicaragua réaffirme l'engagement de son pays à respecter ses obligations au titre du droit international humanitaire et elle engage les États à s'efforcer ensemble de promouvoir le bien-être de toutes les personnes, en se conformant aux normes prescrites par ce droit.

49. **M^{me} Rahamimoff-Honig** (Israël) dit que la Convention sur certaines armes classiques offre la seule instance de négociation où sont présents tous les acteurs les plus concernés, ce qui contribue à ce que les résultats obtenus soient les plus efficaces sur le terrain. La force de la Convention lui vient de son principe fondamental selon lequel un équilibre doit être trouvé entre les objectifs militaires et les considérations humanitaires.

50. L'oratrice dit que de plus grands efforts sont requis pour promouvoir l'universalisation, axée en particulier sur les régions du monde telles que sa propre région, le Moyen-Orient, où très peu d'États ont notifié leur consentement à être lié par la Convention.

51. L'existence de deux instruments portant sur la question des mines, pièges et autres dispositifs explosifs – à savoir le Protocole II initial et le Protocole II modifié – a donné lieu à diverses complications juridiques et politiques. La Conférence doit cerner les moyens les plus appropriés et les plus pratiques de convaincre les États de souscrire aux obligations

imposées par le Protocole modifié, ce qui aurait pour effet de renforcer la Convention et son impact sur le plan humanitaire. Il existe diverses façons de procéder pour ce faire, et la Conférence ne doit pas se limiter prématurément à l'adoption de l'une ou de l'autre.

52. En rapport également avec le Protocole II modifié, il y a la question des dispositifs explosifs improvisés, qui ont des effets dévastateurs dans nombre de régions du monde et qui constituent l'arme de prédilection des terroristes. Malgré les efforts louables déployés par le Coordonnateur chargé de la question au cours des trois années écoulées en vue d'améliorer la compréhension et la connaissance de ces dispositifs, il est temps de passer à l'étape suivante et de recenser les pratiques optimales ou les directives applicables pour remédier au problème de sécurité qu'ils posent. Au nombre des suggestions formulées figurent la sensibilisation à la portée et aux caractéristiques du problème et la recherche des moyens d'améliorer la surveillance des explosifs pouvant être utilisés pour fabriquer des dispositifs explosifs improvisés, y compris les matières à double usage. Les Parties doivent s'efforcer de concert d'éviter les transferts, la production et l'utilisation de dispositifs explosifs improvisés non autorisés.

53. La délégation israélienne peut jouer un rôle actif et constructif dans l'action engagée en vue d'élaborer un protocole sur les armes à sous-munitions, comme elle l'a fait tout au long des négociations passées. D'importants progrès ont été marqués sur la question au cours des quatre années écoulées. Le texte soumis par le Président est le fruit d'intenses délibérations et de la détermination commune à répondre de toute urgence aux préoccupations humanitaires associées à l'emploi de ces armes. Il s'agit désormais de s'efforcer d'aplanir les divergences qui persistent et d'amener le processus à bon terme. La délégation israélienne ne doute pas que toutes les Parties à la Convention apprécieront l'intérêt que présente un instrument capable de produire des résultats concrets immédiats et d'avoir un véritable impact humanitaire. Un tel instrument obligerait également les États qui considèrent les armes à sous-munitions comme des armes légitimes et nécessaires à s'engager dans un processus de modernisation coûteux. Ces États seraient sinon libres de toute obligation eu égard aux armes à sous-munitions, hormis les règles générales du droit international humanitaire.

54. Il est à espérer que l'existence d'autres instruments, qui peuvent être de portée plus étendue mais ne bénéficient pas de l'appui d'un grand nombre des États les plus concernés, n'empêche pas d'aboutir à un résultat positif dans le cadre de la Convention. Ce serait une erreur, sur le plan politique comme sur le plan juridique, que de traiter un accord conclu par un groupe d'États animés du même esprit – dont peu sont producteurs ou utilisateurs d'armes à sous-munitions – comme étant la solution au problème. D'un point de vue humanitaire, une telle approche pourrait fort bien s'avérer contre-productive.

55. **M. Kommasith** (République démocratique populaire lao), constatant les résultats positifs obtenus depuis la troisième Conférence d'examen, notamment l'entrée en vigueur du Protocole V et l'augmentation marquée du nombre de Parties à cet instrument, dit que la République démocratique populaire lao a fait des progrès considérables sur la voie de sa propre accession au Protocole, et qu'elle compte déposer dans les mois suivants son instrument exprimant son consentement à y être liée.

56. La délégation lao déplore que les négociations sur le projet de protocole sur les armes à sous-munitions demeurent dans l'impasse. Tout en reconnaissant la nécessité d'assurer l'équilibre entre considérations humanitaires et objectifs militaires nationaux, elle est d'avis que tout nouveau protocole doit venir compléter la Convention sur les armes à sous-munitions, et non pas l'affaiblir. Le projet soumis par le Président ne répond pas aux attentes d'un grand nombre d'États, en particulier ceux qui sont touchés par les armes en question. La République démocratique populaire lao est le pays le plus touché au monde en nombre d'armes à sous-munitions par habitant; elle ne connaît que trop bien la somme de souffrances que ces armes peuvent infliger aux populations civiles et la mesure dans

laquelle elles retardent le processus de reconstruction socioéconomique bien longtemps après la fin des hostilités; c'est pourquoi le Gouvernement lao souhaite épargner aux autres États le sort qui a été réservé au peuple lao. Malgré les divergences de vues sur le projet de protocole, la délégation lao est disposée à coopérer avec toutes les parties en jeu dans un effort visant à parvenir à un consensus sur toutes les questions en suspens.

57. **M^{me} Vuković** (Croatie) dit que la Croatie est partie à la Convention sur certaines armes classiques et à tous les Protocoles y annexés, et qu'elle soumet chaque année, comme il se doit, ses rapports nationaux sur le respect des dispositions. En outre, le Gouvernement croate a désigné un expert qualifié sur la Convention en vue de la constitution du pool d'experts du respect des dispositions, et il s'intéresse à l'étude des moyens de mieux exploiter les compétences à disposition. Il s'efforce sans relâche d'encourager les États qui ne sont pas encore parties à la Convention et à tous les Protocoles y annexés à y adhérer, à faire part de leur expérience et à soumettre leurs rapports sur le respect des dispositions, instrument essentiel au service de la responsabilité et de la confiance entre États dans ce cadre unique qu'offre la Convention.

58. La délégation croate regrette qu'aucun consensus n'ait pu être trouvé sur le texte du projet de protocole sur les armes à sous-munitions. La Croatie est non seulement un État partie à la Convention sur les armes à sous-munitions mais aussi un État touché par ces armes. La délégation croate est donc disposée à œuvrer avec diligence pour parvenir à un consensus, et fera bon accueil à toutes propositions susceptibles d'activer le processus tout en respectant le mandat du Groupe d'experts gouvernementaux et en tenant compte du texte soumis par le Président. La Croatie compte rester pleinement associée à toute initiative visant à interdire ou restreindre l'emploi d'armes à sous-munitions.

59. **M. Applerh** (Observateur du Ghana) dit que sa délégation souhaite s'associer à la déclaration faite précédemment par le représentant du Costa Rica au nom de 27 pays. Le Ghana est résolu à renforcer la détermination mondiale qui transparaît dans la Convention sur certaines armes classiques, ainsi que les efforts internationaux tendant à renforcer la sûreté et la sécurité mondiales et à réduire les blessures excessives infligées aux populations longtemps après la fin des hostilités. Le Ghana ne peut appuyer de propositions qui ne soient pas dans la lignée de cet engagement.

60. La délégation ghanéenne a pris bonne note des affirmations selon lesquelles certains types d'armes à sous-munitions pouvant être autorisés dans le futur Protocole VI pourraient être équipés d'un dispositif d'autodestruction afin de garantir qu'ils ne constituent plus une menace pour les populations civiles. Elle a également pris note des points de vue allant à l'encontre de ces affirmations. Manifestement, il y a lieu de se livrer à une réflexion plus approfondie sur la question et de mettre en place un mécanisme pour vérifier ces affirmations. M. Applerh s'inquiète de ce que, si certaines catégories de bombes à sous-munitions sont autorisées, des États les adoptent comme arme de prédilection. Se pose alors la question de savoir si tous les États, en particulier les pays les moins développés, ont les moyens d'acquérir et de stocker de telles armes en toute sûreté. S'il est réconfortant de constater que les armes à sous-munitions, à l'inverse des armes légères et de petit calibre, ne posent pas de problème majeur en Afrique, cela pourrait bien changer si de telles armes peuvent être utilisées en toute légalité.

61. Ce qu'il faut, c'est atténuer les blessures fortuites causées aux populations civiles innocentes par des armes à sous-munitions plutôt que de se focaliser sur des considérations commerciales, industrielles ou économiques. La position du Gouvernement ghanéen est que tant que l'on ne pourra pas vérifier que les armes à sous-munitions ne causent pas de blessures excessives à l'humanité et qu'elles ne sont donc pas contraires à l'objet et au but de la Convention et des cinq Protocoles y annexés, les Parties doivent avancer avec prudence et en interdire l'utilisation. Pour sa part, le Ghana reste en faveur d'une interdiction complète.

62. **M. Žerovec** (Slovénie) dit que son gouvernement est dans l'ensemble satisfait des progrès accomplis au cours des cinq années écoulées dans le cadre de la Convention: l'on avance à un rythme régulier sur la voie de l'universalisation, et le Programme de parrainage a permis à un certain nombre de pays de participer aux réunions organisées au titre de la Convention, instrument qui est encore considéré comme important dans le domaine du droit international.

63. Les Parties doivent prendre une décision importante à la Conférence au sujet du mandat du Groupe d'experts gouvernementaux, qui a consisté à négocier pendant les quatre années écoulées un projet de protocole sur les armes à sous-munitions. À cet égard, la délégation slovène se félicite de la déclaration faite la veille par le représentant du Costa Rica.

64. Il n'y a pas de consensus sur le projet de protocole tel qu'il est formulé actuellement, et le texte soumis par le Président ne répond pas de façon appropriée à l'impact humanitaire de l'emploi des armes à sous-munitions, comme le mandat du Groupe l'exigeait. La délégation slovène partage les préoccupations fondamentales d'ordre humanitaire et juridique que des représentants du Comité international de la Croix-Rouge, d'organes de l'ONU et de la société civile, entre autres, ont exprimées au sujet du texte. Certaines améliorations sont à apporter, en particulier aux articles 4, 5 et 7, qui précisent 1980 comme date de début d'une période de transition qui, de l'avis de la délégation slovène, devrait être raccourcie avec tous les transferts d'armes à sous-munitions interdits immédiatement.

65. La délégation slovène se félicite de toute mesure que les États non parties à la Convention sur les armes à sous-munitions prennent pour remédier au problème des armes à sous-munitions, et elle les encourage à adhérer à cette Convention aussitôt que possible. Elle est convaincue que des efforts vont être fournis pour conclure, au cours de la Conférence, un protocole sur les armes à sous-munitions qui vienne compléter le droit international existant et, plus important, qui porte dûment sur l'impact humanitaire de ces armes.

66. **M. Laurie** (Service de la lutte antimines) dit qu'en tant qu'organe de l'ONU contribuant régulièrement aux travaux menés au titre de la Convention sur certaines armes classiques le Service de la lutte antimines estime que des progrès considérables ont été accomplis depuis la troisième Conférence d'examen en ce qui concerne l'universalisation et l'application de la Convention. De tels progrès sont en très grande partie dus à la mise en œuvre effective du Plan d'action visant à promouvoir l'universalité de la Convention, ainsi qu'à la création du mécanisme de contrôle du respect des dispositions, de l'Unité d'appui à l'application et du Programme de parrainage. Les Parties à la Convention doivent poursuivre leurs efforts tout au long des cinq années à venir.

67. Les progrès accomplis sont également imputables à la pertinence des questions abordées au titre de la Convention. Naturellement, le Service de la lutte antimines s'est consacré à la mise en œuvre des deux protocoles se rapportant à la lutte contre les mines, à savoir le Protocole II modifié et le Protocole V, ainsi qu'à l'action menée au sujet des mines autres que les mines antipersonnel et des armes à sous-munitions. La position de l'ONU sur la nécessité de renforcer les règles existantes du droit international humanitaire en matière de mines antvéhicule est bien connue. La Convention offre le cadre idéal pour atteindre cet objectif.

68. Dans le message qu'il a adressé à la Conférence, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a déclaré que l'expérience montrait clairement que les armes à sous-munitions employées jusqu'alors causaient des souffrances inacceptables aux civils. Malheureusement, les travaux menés sur le terrain par le Service de la lutte antimines ont consigné et confirmé cela. Malgré toute l'énergie déployée pour améliorer le projet de protocole sur les armes à sous-munitions, le texte sous sa forme actuelle autorise

encore l'emploi de certains types d'armes à sous-munitions utilisés lors des conflits récents et qui ont de graves conséquences humanitaires. Ayant cela à l'esprit, le Service de la lutte antimines s'est associé à la déclaration faite par la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

La séance est levée à 17 h 10.